

LA GRANDE SOLITUDE DE L'ARMÉNIE

TEXTE TIGRANE YÉGAVIAN, chercheur à l'Institut chrétien d'Orient

« Échangerais histoire grandiose contre meilleur emplacement géographique. » Cette boutade polonaise s'applique à l'envi au cas arménien tant ce pays au passé plurimillénaire a souffert de sa situation au carrefour des routes d'invasion. Plus que jamais, ce petit pays enclavé fait face à une menace existentielle depuis la dernière guerre déclenchée par l'Azerbaïdjan.

Survivante du génocide de 1915, la République d'Arménie forme la plus petite des anciennes Républiques socialistes soviétiques membres de l'URSS. À la fin de la Guerre froide, elle avait participé activement à la sortie du soviétisme, profitant de la Perestroïka. Le Haut Karabagh (l'Artsakh, de son nom arménien), berceau de l'Arménie antique, arraché de la mère patrie en 1921 par le pouvoir soviétique, vote son rattachement à l'Arménie soviétique par voie légale, provoquant l'ire de Moscou et de Bakou. S'ensuit une guerre de basse intensité de 1988 à 1991, ponctuée de pogroms anti-arméniens dans plusieurs localités d'Azerbaïdjan; puis d'une guerre de haute intensité opposant l'armée azerbaïdjanaise, soutenue par la Turquie et le Pakistan, et les forces locales de l'Artsakh, soutenues par l'Arménie. Ces dernières parviennent, au prix d'âpres combats, à garder le contrôle de l'ancienne région autonome, mais aussi à déployer leurs forces le long d'une zone tampon entourant l'enclave. Ce faisant, les Arméniens mettent la main sur de vastes territoires peuplés d'Azerbaïdjanais qui prennent la route de l'exil. On compte 700 000 réfugiés azéris (*l'une des ethnies présentes en Azerbaïdjan, nldr*) et 400 000 réfugiés arméniens ayant fui les pogroms d'Azerbaïdjan. Le cessez-le-feu conclu en 1994 sous l'égide de la Russie a mis un terme aux hostilités, mais pas à la guerre. Si le pouvoir régional du Haut Karabagh estime que le statu quo est durable, à Erevan, le pouvoir du Président Levon Ter Petrossian vacille puis chute en 1998, en désaccord sur sa politique de concessions mutuelles avec l'Azerbaïdjan en échange d'une paix durable, mais sans que le statut de l'enclave ne soit déterminé à court et moyen terme.

Entre-temps, le rapport de force glisse en faveur de l'Azerbaïdjan. Fort de sa rente en hydrocarbures, le régime autoritaire des Aliyev prépare sa revanche. En 2016, une guerre éclair de quatre jours est déclenchée par Bakou le long de la ligne de contact qui sépare son armée des forces arméniennes de défense de l'Artsakh; la Russie intervient pour négocier un

cessez-le-feu. En 2018, une révolution de velours « dégage » l'oligarchie post-soviétique au pouvoir en Arménie, et les nouveaux dirigeants issus de la société civile contribuent à la démocratisation du pays. L'Azerbaïdjan profite d'un contexte international favorable pour lancer une guerre totale contre l'Artsakh avec la participation de la Turquie, qui recrute des mercenaires syriens, d'Israël qui lui livre drones et bombes à sous-munitions, et du Pakistan. En 44 jours, l'Artsakh se retrouve amputé de 75 % des territoires qu'il contrôle. Les Arméniens déplorent la perte de plus de 5 000 jeunes garçons, pour la plupart des appelés effectuant leur service militaire.

LA STRATÉGIE DE BAKOU

Depuis novembre 2020, l'Artsakh – demeuré arménien, mais balaféré de toutes parts – est devenu un protectorat russe, qui y déploie une force de maintien de la paix de 2 000 hommes. Le régime de Bakou poursuit depuis 2020 une stratégie d'étouffement et de grignotage de ce qui reste de l'Artsakh arménien au nom du recouvrement de son intégrité territoriale. Une stratégie qui se traduit depuis décembre 2022 par un blocus qui enferme les 120 000 Artsakhiotes dans une prison à ciel ouvert dont les conditions de vie se dégradent dangereusement, dans l'indifférence de la communauté internationale. Ce blocus vise à faire plier la population et à contraindre l'Arménie à accepter la disparition de tout rêve d'autonomie. Parallèlement, l'Azerbaïdjan poursuit des incursions en territoire arménien, avec le projet d'annexer l'étroite bande montagneuse du Siunik, dernier verrou qui empêche la jonction panturquiste. Son but est de contraindre Erevan à plier sur la question de l'Artsakh, mais aussi d'accepter la mise en place d'un corridor extraterritorial dans le sud de l'Arménie, qui relierait l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan, elle-même reliée à la Turquie. L'Arménie se retrouverait complètement étranglée, privée de ses ressources en eau et en minerais et coupée de sa frontière avec l'Iran.



QUE FAIT LA RUSSIE ?

La Russie impose sa présence aux deux parties et accentue sa pression sur l'Arménie. Afin de consolider sa zone d'influence dans le Sud Caucase, Moscou déploie des efforts pour diminuer les tensions, sans rien régler sur le fond. Elle s'abstient de soutenir la demande de reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh tout en ménageant le bellicisme de l'Azerbaïdjan, qui profite de la guerre en Ukraine pour poursuivre sa politique de nettoyage ethnique. Moscou a conclu un pacte de défense avec l'Arménie en 1997 et y possède une base militaire. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'Azerbaïdjan grignote des territoires arméniens ultrastratégiques avec l'accord de la Russie, qui ne veut surtout pas s'aliéner ce partenaire. Deux jours avant le début de la guerre, Vladimir Poutine a reçu son homologue azéri au Kremlin pour signer un accord sur l'exportation de gaz russe. Bakou et Moscou, dont les entreprises publiques de gaz et de pétrole sont activement présentes en Azerbaïdjan, ont signé un nouveau

partenariat pour les exportations de gaz naturel des deux pays, en vertu duquel les Russes pourraient contourner les sanctions via leur partenaire azerbaïdjanais. La Russie et la Turquie ont renoué avec la rivalité compétitive qui fait d'eux des partenaires et non des alliés, liés par une commune volonté de maintenir l'Occident à l'écart des zones d'influence qu'ils se partagent de la Libye au Caucase. La guerre de 2020 a acté le retrait des Occidentaux du règlement du conflit pour en faire un condominium russo-turc. Dans cette conjoncture, l'Occident sacrifie l'Arménie, unique démocratie de la région, qui a le malheur d'être dans l'orbite de la Russie et à la merci de l'expansionnisme turco-azéri. ♦



Pour aller plus loin
Géopolitique de l'Arménie,
 de Tigrane Yégavian, Éditions Bibliomonde, 2023
 (rééd.), 198 p., 17,50 €.